

DÉFICITS PUBLICS

Les déficits publics ou les excédents sont généralement estimés en utilisant les chiffres de besoin de financement (ou la capacité de financement) du secteur de l'administration publique des comptes nationaux. Entre 1991 et 2005, la plupart des pays de l'OCDE a enregistré un déficit mais en 2006 la moitié des pays de l'OCDE a enregistré un excédent. Les déficits publics doivent être financés en empruntant auprès des résidents ou des étrangers.

Définition

Le besoin/la capacité de financement de l'administration publique est le solde des comptes non financiers (selon le *Système de comptabilité nationale de 1993*). Il correspond aussi à la différence entre le total des recettes et le total des dépenses, ce qui inclut les dépenses en capital (en particulier la formation brute de capital fixe). La principale recette de l'administration publique se compose des recettes fiscales, des contributions sociales, des dividendes et d'autres revenus de la propriété. La principale dépense se compose de la rémunération des fonctionnaires, des prestations sociales, des intérêts payés au titre de la dette publique, des subventions, et de la formation brute de capital fixe. Un chiffre négatif représente un déficit.

Les données figurant dans le tableau ont été établies sur la base de la comptabilité nationale et les chiffres peuvent différer des chiffres notifiés à la Commission européenne dans le cadre de la procédure de déficits excessifs (PDE) pour certains pays de l'UE et pour certaines années.

Comparabilité

Les données figurant dans ce tableau sont basées sur le *Système de comptabilité nationale de 1993* ou sur le *Système de comptabilité européenne de 1995* de sorte que tous les pays utilisent une série commune de définitions. Dans plusieurs pays de l'OCDE les comptes de 2000, 2001 et 2002, ont été affectés par la vente des licences de téléphonie mobile, enregistrée dans les comptes nationaux comme une dépense négative (la vente d'un actif) réduisant ainsi le déficit. Pour permettre la comparabilité, d'importantes opérations ponctuelles ont été exclues des données dans quelques cas (Allemagne et Pays-Bas en 1995, Japon en 1998).

Tendances à long terme

Les déficits publics sont sensibles au cycle économique ainsi qu'aux politiques fiscales et aux politiques de dépenses publiques. Pour l'ensemble de la zone de l'OCDE, les déficits en pourcentage du PIB ont atteint un point culminant en 1993 mais ont ensuite diminué régulièrement au cours des six années suivantes et se sont transformés en excédent (capacité de financement) au sommet du cycle économique en 2000. Depuis lors, les déficits progressent et le déficit exprimé en pourcentage du PIB s'est établi à un niveau élevé en 2003 pour la plupart des grands pays membres, notamment l'Allemagne, la France, les États-Unis, le Royaume-Uni et, tout particulièrement, le Japon. En 2004-2006, le déficit exprimé en pourcentage du PIB a diminué dans la plupart des pays, à l'exception de la Hongrie, de l'Italie, du Portugal et de la République slovaque.

Lors de la période préparatoire à l'Union monétaire, les pays de l'UE qui devaient adopter l'euro ont suivi des politiques fiscales visant à réduire les déficits publics. Des politiques de réduction du déficit ont été mises en œuvre avec succès dans plusieurs autres pays, notamment la Nouvelle-Zélande depuis 1994 et l'Australie, le Danemark, la Finlande et la Suède depuis 1998. La Corée est le seul pays qui ait enregistré des surplus tout au long de la période, même si la Norvège a dégagé un excédent la plupart des années depuis 1990.

Source

- OCDE (2007), *Perspectives économiques de l'OCDE : Décembre* n° 82 – Volume 2007-2, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2007), *Revue économique de l'OCDE*, OCDE, Paris.

Publications statistiques

- OCDE (2007), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, OCDE, Paris.

Bases de données en ligne

- Comptes nationaux annuels*.
- Statistiques des Perspectives économiques de l'OCDE*.


Sites Internet

- OCDE Sources et méthodes des Perspectives économiques, www.oecd.org/eco/sources-and-methods.

Besoin/capacité de financement des administrations publiques

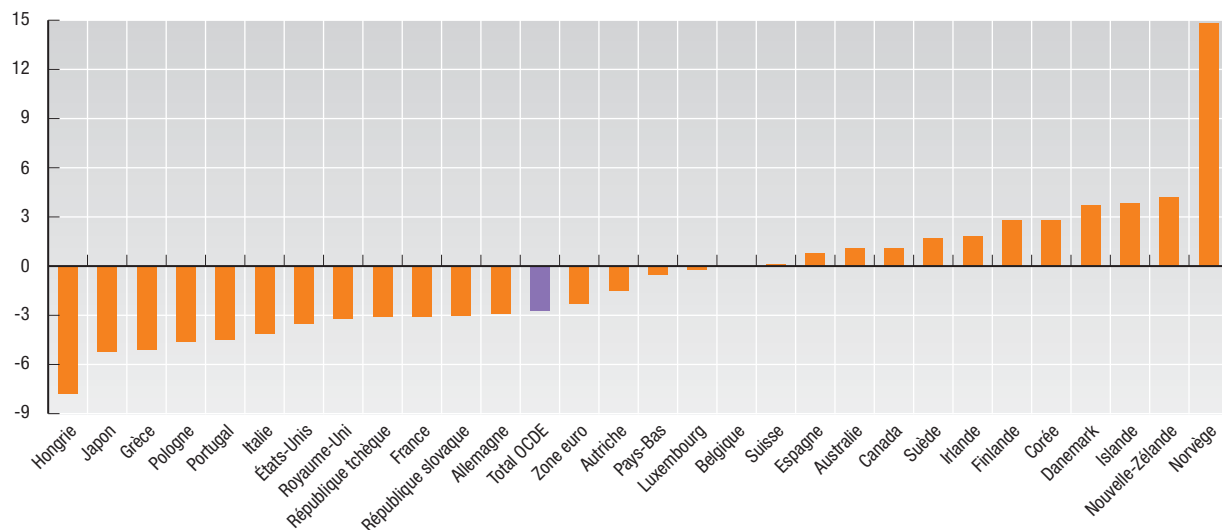

En pourcentage du PIB

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Allemagne	-3.0	-2.3	-3.2	-3.3	-2.6	-2.2	-1.5	1.3	-2.8	-3.6	-4.0	-3.8	-3.4	-1.6
Australie	-4.4	-4.5	-3.7	-2.4	-0.7	1.6	2.3	0.5	0.1	0.6	1.7	0.9	1.2	1.2
Autriche	-4.4	-4.8	-5.7	-4.0	-1.8	-2.4	-2.3	-1.6	-0.1	-0.7	-1.8	-1.3	-1.7	-1.5
Belgique	-7.3	-5.0	-4.4	-3.8	-2.1	-0.8	-0.5	0.1	0.5	0.0	0.0	-0.1	-0.1	0.2
Canada	-8.7	-6.7	-5.3	-2.8	0.2	0.1	1.6	2.9	0.7	-0.1	-0.1	0.8	1.6	1.0
Corée	2.2	2.9	3.8	3.4	3.3	1.6	2.7	5.4	4.6	5.4	0.4	2.5	3.0	3.0
Danemark	-3.8	-3.3	-2.9	-1.9	-0.5	0.0	1.4	2.3	1.2	0.2	-0.1	1.9	4.6	4.7
Espagne	-7.3	-6.8	-6.5	-4.9	-3.4	-3.2	-1.4	-1.0	-0.7	-0.5	-0.2	-0.4	1.0	1.8
États-Unis	-4.9	-3.6	-3.1	-2.2	-0.8	0.4	0.9	1.6	-0.4	-3.8	-4.8	-4.4	-3.6	-2.6
Finlande	-8.3	-6.7	-6.2	-3.5	-1.2	1.7	1.6	6.9	5.0	4.1	2.3	2.1	2.5	3.7
France	-6.4	-5.4	-5.5	-4.0	-3.3	-2.6	-1.8	-1.5	-1.6	-3.2	-4.1	-3.6	-3.0	-2.6
Grèce	-11.9	-8.3	-9.1	-6.6	-5.9	-3.8	-3.1	-3.7	-4.4	-4.8	-5.7	-7.2	-5.2	-2.8
Hongrie	-6.8	-11.4	-7.7	-6.0	-7.4	-8.5	-5.3	-3.0	-4.1	-8.9	-7.2	-6.4	-7.8	-9.3
Irlande	-2.7	-2.0	-2.1	-0.1	1.4	2.3	2.6	4.7	1.0	-0.4	0.4	1.4	1.2	2.9
Islande	-4.5	-4.7	-3.0	-1.6	0.0	-0.4	1.1	1.7	-0.7	-2.6	-2.8	0.0	4.9	6.3
Italie	-10.1	-9.1	-7.4	-7.0	-2.7	-3.1	-1.8	-0.9	-3.1	-3.0	-3.5	-3.5	-4.3	-4.5
Japon	-2.4	-4.2	-5.1	-5.1	-4.0	-5.8	-7.4	-7.6	-6.3	-8.0	-7.9	-6.2	-6.4	-2.9
Luxembourg	1.5	2.5	2.4	1.2	3.7	3.4	3.4	6.0	6.1	2.1	0.5	-1.2	-0.1	0.7
Norvège	-1.4	0.3	3.2	6.3	7.6	3.3	6.0	15.4	13.3	9.2	7.3	11.1	15.2	18.0
Nouvelle-Zélande	-0.4	3.1	2.9	2.9	1.7	0.1	-0.2	1.6	2.1	3.2	3.8	4.3	4.5	3.8
Pays-Bas	-2.8	-3.5	-4.3	-1.9	-1.2	-0.9	0.4	2.0	-0.3	-2.0	-3.1	-1.8	-0.3	0.5
Pologne	-4.4	-4.9	-4.6	-4.3	-2.3	-3.0	-5.1	-5.0	-6.3	-5.7	-4.3	-3.8
Portugal	-7.7	-7.4	-5.2	-4.5	-3.4	-3.0	-2.7	-3.0	-4.3	-2.9	-3.0	-3.4	-6.1	-3.9
République slovaque	..	-8.7	-3.4	-9.8	-6.2	-5.3	-7.1	-12.2	-6.5	-8.2	-2.8	-2.4	-2.8	-3.7
République tchèque	-13.4	-3.3	-3.8	-5.0	-3.7	-3.7	-5.7	-6.8	-6.6	-2.9	-3.5	-2.9
Royaume-Uni	-7.9	-6.7	-5.8	-4.1	-2.1	0.1	1.1	4.0	0.9	-1.7	-3.3	-3.3	-3.5	-2.8
Suède	-11.3	-9.2	-7.4	-3.4	-1.7	1.2	1.2	3.8	1.7	-1.5	-1.1	0.6	2.1	2.3
Suisse	-2.7	-1.9	-1.2	-1.4	-2.4	-1.5	0.0	2.3	0.9	0.1	-1.2	-1.1	0.4	1.1
Zone euro	-5.7	-4.9	-5.0	-4.2	-2.7	-2.3	-1.4	0.0	-1.8	-2.6	-3.1	-2.9	-2.5	-1.6
Total OCDE	-4.9	-4.2	-4.0	-3.1	-1.8	-1.3	-0.8	0.2	-1.3	-3.2	-4.0	-3.4	-2.9	-1.8

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/275262656545>

Besoin/capacité de financement des administrations publiques

En pourcentage du PIB, moyenne 2004-2006

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/388767437087>



Extrait de :

OECD Factbook 2008

Economic, Environmental and Social Statistics

Accéder à cette publication :

<https://doi.org/10.1787/factbook-2008-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2009), « Déficit public », dans *OECD Factbook 2008 : Economic, Environmental and Social Statistics*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/factbook-2008-70-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.